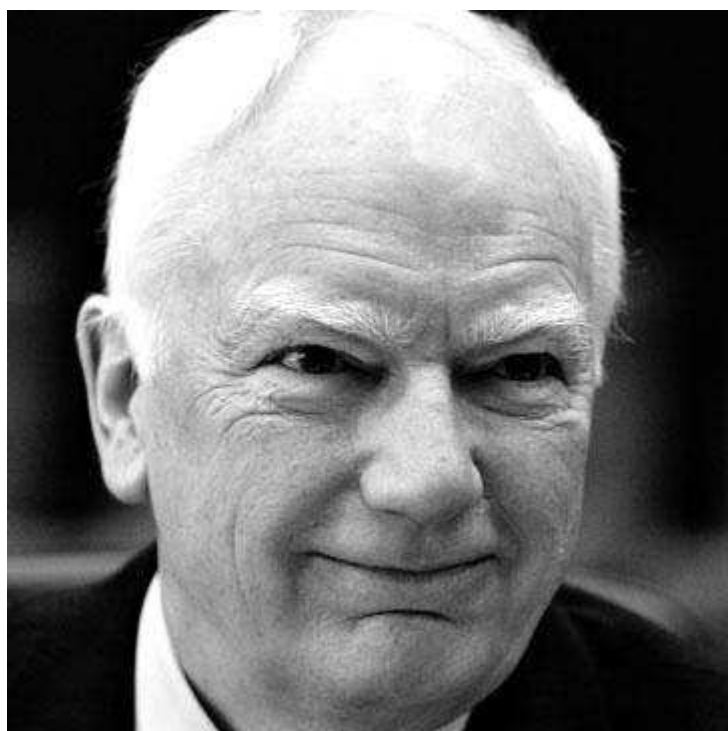


FINANCE vendredi 14 janvier 2011

«Il faut un Fonds européen, et l'UE est en train de le préparer»

Propos recueillis par Richard Werly, Bruxelles



Philippe Maystadt. Il défend

Euro Président de la Banque européenne d'investissement, l'ancien ministre belge des Finances Philippe Maystadt est convaincu que 2011 marquera un tournant dans la crise

Ministre des Finances lors de la création de l'euro, Philippe Maystadt, 62 ans, sillonne depuis une décennie les pays de l'UE où la Banque européenne d'investissement qu'il préside a prêté en 2009 plus de 79 milliards d'euros pour des projets publics et privés. Sa conviction? L'Eurozone a les moyens de faire face à la crise.

Le Temps: Le Portugal, puis l'Espagne viennent de réussir deux émissions obligataires cruciales. Accalmie? Preuve que la confiance en l'euro est de retour sur les marchés?

Philippe Maystadt: Le bon déroulement des emprunts que vous citez est positif. Les pas faits par l'UE vers une plus grande convergence économique et

budgetaire, et une meilleure supervision financière comportent aussi mon optimisme. J'ai toujours défendu un «gouvernement économique européen», pour faire pendant à l'intégration monétaire. Cette formule de feu Pierre Bérégovoy a malheureusement fait long feu. Les Allemands n'en voulaient pas car ils y voyaient une menace sur l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) que les Français, à l'inverse, ont eu beaucoup de mal à accepter. Résultat: il a fallu une crise – et quelle crise! – pour imposer le renforcement de la «jambe économique» de l'Europe, comme disait Jacques Delors.

– Les attermolements de l'Allemagne sur l'augmentation des moyens du fonds de secours européen (EFSF) ont pourtant de quoi dérouter...

– Les récents débats au Bundestag m'ont rassuré. Je suis convaincu que l'Allemagne fera le nécessaire pour aider les pays en difficulté. Berlin a fait le choix de l'Allemagne européenne plutôt que d'une Europe allemande. Les Allemands savent ce que leur coûterait un démantèlement de la zone euro. Ils rejettent catégoriquement ce scénario.

– L'Espagne, le Portugal, la Grèce ou l'Irlande peuvent donc compter sur un soutien sans faille de leurs partenaires? La Banque européenne d'investissement que vous présidez intervient depuis des années dans ces pays. Peuvent-ils s'en sortir?

– La phrase clef, celle qui change tout, est l'engagement solennel pris par les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE de «mettre à disposition tous les moyens nécessaires» pour défendre l'euro. Ce ne peut pas être plus clair. Les différences entre les pays fragilisés demeurent toutefois très fortes. En Grèce, nous-mêmes avons été surpris que le gouvernement précédent ait autant déformé la réalité budgétaire. Nous ne nous attendions pas à des écarts d'une telle ampleur et tout repose aujourd'hui sur la capacité de l'actuel gouvernement à mener à bien son plan d'austérité drastique. Le Portugal est dans une situation difficile qui ne peut pas être redressée par des mesures d'urgence. L'économie portugaise a un énorme problème de compétitivité et il lui faudra du temps. L'Irlande est un cas typique de bulle immobilière dont la responsabilité incombe à la fois aux banques et à une surveillance défaillante. L'instauration de la nouvelle autorité bancaire européenne, sorte de superviseur des superviseurs nationaux, doit permettre d'y remédier. J'ai enfin une vision assez positive de l'Espagne. Le gouvernement a réagi, même s'il a tardé. Les grandes banques espagnoles sont solides. Les finances publiques du pays sont bien tenues. Les entreprises privées à qui nous prêtons beaucoup ont toujours remboursé. La réforme à mener à bien est celle des caisses d'épargne régionales.

– Faut-il, dès lors, augmenter les moyens du fonds européen de secours (EFSF), doté de 440 milliards d'euros?

– Je suis convaincu que, s'il est nécessaire, le renforcement de l'EFSF interviendra à temps. Tout comme l'élargissement de ses possibilités d'intervention. L'on pourrait imaginer que l'EFSF achète des titres obligataires des pays en difficulté, comme le fait aujourd'hui la BCE. Laquelle ne pourra pas continuer indéfiniment, car elle a un bilan à sauvegarder. Il faut à terme un véritable Fonds monétaire européen. L'UE est en train de le préparer.

- Cela revient à poser la question des euro-obligations...

- Il faut trier entre trois propositions. Les «Delors Bonds», proposées par Jacques Delors, consistaient à permettre à l'UE d'emprunter pour financer de grands travaux. Les pays membres n'en ont pas voulu, et s'y opposent toujours, car ils ne veulent pas de dette communautaire. Les «Juncker Bonds», proposées entre autres par le premier ministre Luxembourgeois, consistent en une mutualisation d'une partie des emprunts des Etats membres. C'est une idée qui fait son chemin. On y viendra. Les «Barroso Bonds», enfin, sont des obligations à long terme liées à des projets spécifiques, qui seraient émises par des sociétés privées, avec la garantie conjointe de la BEI et de la Commission, pour les faire bénéficier de la meilleure notation, requise par les grands investisseurs institutionnels. Ce projet avance.

- 2011, année de l'euro?

- C'est surtout l'année de l'entrée en vigueur d'un nouveau cadre macroéconomique et financier. Le «semestre européen» de surveillance en amont des projets de budget nationaux, qui démarre maintenant, marque un tournant capital, car toute une batterie d'indicateurs baliseront ce processus. L'on a compris, par exemple, que le fait de se focaliser exclusivement sur les finances publiques était une erreur. Les divergences entre les économies, le niveau d'endettement privé, l'équilibre des comptes courants seront désormais scrutés par la Commission européenne. Je note aussi que le principe de sanctions progressives et automatiques (les Etats ne pourront que se prononcer contre, à la majorité qualifiée) est admis. Et le Parlement européen, qui doit encore se prononcer, y tient.

- Et le retour de la croissance dans l'UE? N'est-ce pas la clef?

- C'est le point capital, évidemment. D'où l'importance de la stratégie Europe 2020 et des investissements dans la recherche et l'éducation. Les écarts de productivité entre l'Europe et les Etats-Unis sont trop impressionnants. Nous sommes en train de prendre du retard et des réformes à long terme sont indispensables. Sinon, la crise d'aujourd'hui ne sera rien à côté des très sérieuses difficultés que nous devons affronter dans dix ans.